

Discours de la Présidente Mouvement Ecologique — Blanche Weber

Congrès national, 25 mars 2026

Guerre au Proche-Orient — avons-nous tiré les leçons de l'invasion de l'Ukraine ?

« Dans certaines parties du Proche-Orient, une crise humanitaire se développe, s'aggravant à un rythme alarmant. (...). Les conséquences ne se limitent pas aux zones directement touchées. Le Proche-Orient est central pour les systèmes mondiaux d'énergie, de commerce et de transport. Toute perturbation de ces systèmes a des répercussions mondiales — et augmente le risque de famine bien au-delà de la région. » ... c'est ce que disent les Nations Unies dans le contexte de la guerre au Proche-Orient.

Vous souvenez-vous encore des gros titres qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie ? Pénurie alimentaire, hausse des prix des denrées, perturbation des chaînes d'approvisionnement... voilà ce qu'on pouvait y lire. Désormais, disait-on, on miserait davantage sur la régionalité et la souveraineté.

.... Et en matière de politique agricole, on a continué dans la mauvaise direction

La grande question est : quelles conséquences fondamentales ont réellement été tirées, notamment pour notre production alimentaire ?

En ce qui concerne l'UE et aussi le Luxembourg : on a continué à toute vitesse dans la... mauvaise direction.

Alors que des campagnes sympathiques comme « C'est comme ça que ça goûte au Luxembourg » sont organisées — le ministère de l'Agriculture ne mise que sur la « bonne volonté » et des actions de sensibilisation pour promouvoir la régionalité — des faits implacables vont dans la direction absolument contraire !

L'accord Mercosur, rejeté à juste titre par les agriculteurs, a été soutenu au niveau européen par le Luxembourg et voté sans hésitation à la Chambre. Au nom de prétendues raisons géopolitiques, des accords sont conclus avec des autocrates douteux comme Milei, qui détruisent les petits paysans en Amérique du Sud — et mettent encore davantage sous pression les agriculteurs européens. Est-ce là les conséquences qui avaient été promises ? La géopolitique peut-elle vraiment se faire seulement sur le dos de l'écologie, des peuples autochtones et des petits paysans ?

Notre imagination concernant l'avenir de la mondialisation en ces temps de crise ne peut-elle pas aller plus loin ?

Deuxième exemple : Claude Meisch a mis en place Restopolis et maintient positivement que dans les cantines scolaires, les produits biologiques et régionaux ont la priorité, même par rapport au prix. Cette disposition apporte bien plus qu'une campagne de sensibilisation locale qui reporte la responsabilité sur l'individu. La stratégie d'achat de Restopolis a offert un vaste nouveau marché à l'agriculture biologique et a également créé massivement de nouveaux débouchés pour les produits régionaux.

Et que fait la ministre de l'Agriculture Martine Hansen, qui est pourtant bien la responsable du soutien à notre agriculture ? Elle ne parle depuis très longtemps que de 4 à 5 projets pilotes dans des hôpitaux, dans des institutions à Diekirch et à Schrassig, où l'on voudrait voir ce qu'on pourrait faire selon le modèle de Restopolis... Naturellement aussi en phase d'essai, sans bio.

À la mi-législature, elle n'a pas plus à montrer que 4 à 5 projets pilotes dont il semblerait en plus qu'ils soient encore loin de produire des résultats concrets ! Et la ministre de la Santé ? Elle trouve la nutrition biologique et régionale tout à fait bien, comme elle l'a dit lors d'une réunion récente avec nous. Mais : elle ne pourrait rien faire de vraiment concret là-dessus, a-t-elle également dit. Ce serait dans les mains des hôpitaux d'être actifs dans ce domaine, les finances dans celles du ministre des Finances. Conséquence : aucun nouveau marché pour les produits bio et régionaux.... Rendons-nous ainsi le Luxembourg aussi « résilient » que notre Premier ministre aime tant à le dire ? Non !

Un autre exemple ? Le Luxembourg semble avoir envie de continuer à s'adonner au lobby des pesticides, de s'accrocher à une agriculture qui rend la nôtre quasi dépendante d'eux. Comment expliquer autrement que notre ministre de l'Agriculture, malgré les contaminations systématiques de nos aliments par des pesticides et des substances éternelles, souligne simplement : tant que les valeurs limites sont respectées, ces aliments ne sont pas contaminés ! C'est tout bonnement grotesque et irréal qu'on dise que tout va bien, même quand il y a des dizaines de pesticides (jusqu'à 15 selon certaines analyses) dans un aliment, tant que la valeur limite de chaque pesticide individuel est respectée. Simplement parce qu'il n'existe pas de valeur limite pour le cumul des pesticides.

Pas de valeur limite, pas de problème... telle est la logique. Or nous savons que ces dernières années, de nouvelles analyses scientifiques ont systématiquement conduit à réviser les valeurs limites des pesticides à la baisse, c'est-à-dire à les abaisser... jamais à les relever ! Est-ce que cela préoccupe notre politique : Non ! Car nous tolérons aussi que depuis 15 ans, il a été décidé au niveau de l'UE que les « candidates for substitution » — c'est-à-dire les pesticides dont la nocivité pour la santé est avérée — doivent être retirés du marché, mais qu'il ne se passe rien. Quand depuis 15 ans rien ne se passe dans un domaine où le problème a été reconnu et où une sortie a été décidée, pourquoi s'énerver maintenant du fait que nous avons un cocktail de pesticides dans nos aliments et que nous mangeons tous les jours des substances éternelles ?!

Mercosur, absence de soutien réel aux produits biologiques et régionaux, absence de soutien concret à une production agricole durable, déni du problème : telle est la réponse de Martine Hansen et de l'ensemble du gouvernement — mais aussi des partis gouvernementaux CSV et DP — aux crises.

Il faut réellement qualifier cette politique d'irresponsable.

Nous continuerons en tant que Mouvement Ecologique à nous engager pour des réformes fondamentales en politique agricole, de manière scientifique et factuelle, mais avec un langage clair, et nous affirmons clairement :

- **Oui à une géopolitique qui soit stable et durable parce qu'elle ne sacrifie pas les valeurs écologiques, démocratiques et sociales, mais au contraire les renforce ;**
- **Oui à un soutien bien plus conséquent des agriculteurs conventionnels qui veulent produire de manière plus durable. Oui à une prime du bien commun pour les agriculteurs qui travaillent encore davantage dans l'intérêt de la collectivité et qui préservent notamment notre nature ;**
- **Oui à l'agriculture biologique ;**
- **Oui aux produits biologiques et régionaux dans toutes les cantines publiques ;**
- **Oui à un dialogue constructif et ouvert avec les agriculteurs, sur la manière dont ils peuvent sortir de la mondialisation et de la logique de croissance « grandir ou disparaître ».**

Oui, à la mise en œuvre d'une politique agricole durable avec des mesures politiques concrètes.

Aussi pour les agriculteurs ! Car ils sont au cœur des crises, sont les plus exposés aux pesticides, et leur profession a urgemment besoin de perspectives. Les entreprises industrielles se préparent désormais à la transition énergétique, reconnaissent la crise climatique et font des efforts pour sortir des énergies fossiles. Elles savent : elles devront le faire si elles veulent encore produire demain. Il appartient au monde agricole de reconnaître que si ses conditions de production continuent à se dégrader comme aujourd'hui, il coulera lui aussi demain...

.... Plus de justice redistributive sociale pour une transition socio-écologique

La politique agricole est malheureusement une des causes majeures de la destruction de la biodiversité, car c'est précisément dans les zones ouvertes que l'extinction des espèces est particulièrement marquée. Ce sont des faits scientifiques, c'est ce que dit aussi le Conseil mondial de la biodiversité. Il faudrait parler beaucoup plus avec les agriculteurs et chercher des solutions pour qu'ils reçoivent de la politique les bons signaux et le bon soutien pour aller dans une autre direction. C'est précisément pourquoi la politique agricole était au cœur de notre travail en 2025, tout en s'engageant naturellement aussi pour le maintien de nos structures vertes et pour la création de nouvelles, dans nos localités.

À l'occasion de la Journée mondiale des espèces des Nations Unies, le 3 mars, nous avons en tant que Mouvement Ecologique une action devant le ministère d'État. Notre objectif : donner une voix et un visage aux espèces menacées d'extinction. Spontanément, nous étions une soixantaine à nous rassembler devant le ministère d'État pour attirer l'attention sur cette dramatique perte d'espèces.

Le ministre d'État Luc Frieden était prêt, avec le ministre de l'Environnement Serge Wilmes, à recevoir notre prise de position. Il a semblé touché et a honnêtement reconnu qu'il ne connaissait pas ces espèces dans cette mesure. Mais il a aussi récité son, disons-le, mantra habituel : Nous avons besoin de la croissance pour pouvoir nous permettre notre écologie et notre politique sociale. Celui-ci a également été répété lors du dernier congrès du CSV.

De telles déclarations devraient aujourd'hui être un no-go ! Le système actuel est, du moins d'un point de vue écologique, mais aussi avec les tensions sociales etc., en train de s'effondrer.

Je voudrais montrer un exemple, avec des chiffres d'Allemagne, mais pour le Luxembourg, ce ne devrait pas être fondamentalement différent :

Regardez cette feuille A4. Disons : 1 cm représente 50 000 euros. Si l'on remplit maintenant lentement la feuille — 1 cm pour 50 000 euros, encore 1 cm pour 50 000 euros — on aurait ensuite 1,5 million d'euros sur une feuille. 99 % des Allemands retrouvent leur patrimoine sur cette feuille.

Où pensez-vous que se situent, en simplifiant, les 1 % les plus riches d'Allemagne ? 5 feuilles, 20, 50, 100, 1 000 ? Ils se situent à 10 à 20 km de hauteur ! 10 à 20 km, c'est l'altitude à laquelle vole un avion. Et nous, nous sommes sur une feuille A4, ou peut-être 2 ou 3.

Et il est aussi connu que les 1 % les plus riches, par leur mode de vie, sont responsables selon les calculs d'Oxfam de plus de la moitié des émissions mondiales de CO₂. Et en moyenne, leur patrimoine continue de croître de 7 % par an. 7 % de ce montant gigantesque, c'est en termes absolus bien plus que 7 % pour les gens du papier...

Nous avons besoin d'une taxation des « super-riches », car ce sont eux qui — comme le montre Elon Musk et d'autres de manière exemplaire — sapent notre démocratie.

Si les « super-riches » ne payaient que 1 à 2 à 3 % d'impôts sur leur fortune, ils deviendraient quand même encore extrêmement beaucoup plus riches chaque année. Et au Luxembourg aussi, il y a un fossé gigantesque entre pauvres et riches, sans parler de la spéculation foncière qui est entre les mains d'un nombre très restreint de personnes...

C'est pourquoi : de l'argent est nécessaire pour la transition socio-écologique. La seule transformation de notre système énergétique nécessitera encore des sommes immenses, le soutien aux personnes financièrement défavorisées doit être renforcé... Cette discussion sur l'origine de cet argent est également en retard au Luxembourg.

Et cet argent ne peut pas venir de la croissance. D'une part parce qu'il est irréaliste que nous l'obtenions dans cette mesure — et d'autre part parce que la croissance comme fin en soi détruit précisément ce que nous voudrions théoriquement préserver grâce à la croissance.

C'est pourquoi : la transition écologique et sociale signifie très clairement, comme l'une des principales revendications : la justice redistributive sociale !

Mais notre pays s'oppose dans les négociations internationales à l'impôt sur la fortune. Quel anachronisme !

C'est en fait aussi une trahison envers les pays ayant moins de ressources financières, qui ont encore plus urgemment besoin de ces recettes. Nous les trahissons justement à plusieurs égards : ils souffrent déjà de manière très concrète et le plus de la catastrophe climatique. Nous continuons à exploiter leurs ressources. Et maintenant nous nous opposerions encore à ce que de nouvelles recettes se dégagent là-bas, qui leur seraient extrêmement importantes et où les riches ne ressentiraient même rien !

Nous appelons le gouvernement à s'engager pour la justice sociale chez nous et dans le monde entier — sans elle, la transition socio-écologique ne pourra pas réussir !

Et quand nous entendons en tant que Mouvement que le gouvernement et le ministre des Affaires étrangères X. Bettel mettent même en discussion l'« additionnalité » — c'est-à-dire que si nous dépensons par exemple ici de l'argent pour les réfugiés climatiques, ces fonds pourraient être déduits du budget de développement — nous disons non ! Non ! Nous nous solidarisons très clairement avec les organisations de développement et le Cercle de Coopération qui s'y opposent. Trouvez l'argent ailleurs !

.... Des mesures encore plus conséquentes et rapides nécessaires en politique énergétique et climatique

Quand je parle de justice sociale, je suis directement dans la politique énergétique.

Là aussi : vous souvenez-vous de ce qui s'est passé après l'invasion de la Russie en Ukraine ? Dans un premier temps, nous étions en mode crise et nous étions contents de passer l'hiver. Parallèlement, les déclarations politiques étaient pourtant claires : nous devons devenir plus indépendants dans notre approvisionnement énergétique, en tant qu'Europe, et aussi dans la mesure du possible en tant que Luxembourg.

Et maintenant les gros titres sont à nouveau pleins : les prix de l'énergie explosent, on se demande si nous aurons assez d'énergie si la guerre au Proche-Orient s'intensifie encore, de sérieuses pertes économiques sont déjà là, on réfléchit à savoir si l'État doit intervenir pour maîtriser les prix de l'énergie, etc.

S'est-il donc passé plus de choses que dans l'agriculture ? Ou le bilan est-il tout aussi négatif ? Je dirais : nuancé :

Pour être positif : dans le secteur de l'électricité, quelque chose s'est passé. Même s'il y a certainement un potentiel d'amélioration, le développement du solaire et de l'éolien avance et une table ronde sur l'énergie a eu lieu, où l'on a cherché avec les acteurs ce qui pourrait encore être amélioré en plus.

Mais : dans les ménages privés, nous consommons — en excluant la voiture — 2/3 de notre énergie pour le chauffage, pas pour l'électricité. C'est pourquoi nous avons urgemment besoin d'une planification thermique qui mène aussi de manière conséquente à la sortie du gaz et du mazout.

C'est déjà presque vertigineux de voir ce qui doit être fait : nous devons transformer entièrement le système basé sur le gaz et le mazout. Installer des pompes à chaleur — collecter la chaleur des entreprises, des stations d'épuration, de l'eau, etc. pour le chauffage et la distribuer dans des réseaux de chaleur — harmoniser la production et la consommation — là où cela a du sens, poser des réseaux dans les rues pour distribuer la chaleur.... Et voir qui devra financer et réaliser tout cela, car les réseaux ne seront certainement pas rentables au début. Et qui entretient ces réseaux ? Les personnes qui distribuent aujourd'hui le gaz, alors qu'un savoir-faire absolument différent est nécessaire ? Qui contrôle les prix ? Car contrairement à l'électricité, on dépend en tant que client d'un seul fournisseur, on lui est livré. On doit accepter le prix demandé, le fournisseur ne peut pas être changé. Il faudra aussi examiner où une pompe à chaleur individuelle, où une solution collective comme un réseau froid ou chaud est plus judicieuse...

Et au plus tard dans 25 ans, c'est-à-dire d'ici 2050, aujourd'hui déjà dans 24 ans seulement, tout cela doit fonctionner. C'est après-demain !

Et que se passe-t-il ? Nous débattons encore de la distance à laquelle une pompe à chaleur peut être installée du voisin, si elle a le droit de se trouver devant la porte ou pas. Encore aujourd'hui, chaque commune a ses propres prescriptions. Eh bien, si nous mettons des années à clarifier des questions aussi banales, alors à la bonne heure pour toutes les autres.

D'accord. Au ministère, 2 personnes ont été engagées ces dernières années, des services semblent aussi avoir été réorganisés, pour faire tout le travail. C'est certes positif, mais cela ne suffit pas. Si peu de personnes, cela ne s'appelle pas « mettre les bouchées doubles ». Car il s'agit de la transition de l'un des domaines centraux de notre société, dont nous dépendons tous !

Alors que la stratégie thermique avance à tâtons, le gouvernement a même organisé 2 grands événements sur le thème du Carbon Capture, les méthodes controversées de stockage du CO₂. Cela concerne dans notre pays peut-être une poignée d'entreprises, pas plus. Il y a eu 2 « sommets », une task force a été créée... Ce même dynamisme, ce même engagement du gouvernement dans la planification thermique — il n'existe pas encore.

Or une planification thermique est aussi éminemment importante d'un point de vue social.

Car sinon les personnes qui ne peuvent pas se permettre une pompe à chaleur, qui vivent en location ou dont la maison ne se prête pas à une pompe à chaleur, seront livrées sans recours à la hausse des prix de l'énergie. Nous avons besoin d'une conception socialement juste de la transition énergétique.

Quand on parle de justice sociale, il faut naturellement aussi parler du Plan climatique et social. L'UE prescrit que chaque pays en élabore un. Je crois que c'est grâce à nous, conjointement avec la Chambre des salariés, l'OGBL et le LCGB, que cela est devenu un sujet. Les ministères compétents se sont en tout cas aussi engagés dans le dialogue.

Mais nous serions tellement contents si davantage était déjà mis en œuvre : car nous ne devons pas nous leurrer, les hausses des prix de l'énergie frappent particulièrement les personnes à revenus modestes. Mais de nombreuses questions ne sont pas encore clarifiées dans le Plan climatique et social : Comment définissons-nous d'abord qui doit être soutenu, quels groupes cibles doivent être atteints avec quels instruments ? Combien d'argent le gouvernement veut-il réellement mobiliser pour investir dans le Plan et les mesures ? Nous attendons là, ainsi que les syndicats, des réponses claires. Et très rapidement.

Il y aurait encore beaucoup à dire dans le domaine de l'énergie. Par exemple que nous avons enfin besoin d'une offensive de rénovation.

Si nous continuons à nous concentrer sur la construction neuve plutôt que sur la rénovation, nous manquerons nos objectifs climatiques... et appauvrirons encore davantage notre paysage et nos localités. Mais je crains que nous n'avancions pas assez non plus dans la crise du logement ! Il est absurde que pendant que l'on cherche désespérément de nouveaux logements, 5 à 10 % des maisons dans les communes restent vides, et que pourtant les autorités misent avant tout sur les constructions neuves et rendent même la rénovation plus difficile : des dispositions administratives idiotes concernant les modalités de rénovation, des soutiens financiers insuffisamment développés... La taxe si importante sur les logements vacants, qui figure aussi dans l'accord de coalition, n'est pas une priorité pour le ministre de l'Intérieur... Quel anachronisme. Quelle politique erronée du point de vue de la protection des ressources, de la biodiversité et du climat, mais aussi d'un point de vue social.

Nous disons clairement au gouvernement — tirons les leçons de la dernière crise et travaillons de manière encore bien plus conséquente à la transition énergétique socio-écologique :

Prenez vraiment au sérieux la planification thermique ! Nous avons besoin encore cette année d'une stratégie indiquant où nous allons, d'un projet de loi, de discussions claires avec les acteurs sur qui devra faire quoi à l'avenir !

Donnez aussi des réponses aux questions ouvertes du Plan climatique et social ! Et donnez-vous un calendrier concret pour que la mise en œuvre commence encore cette année. Au plus tard fin de l'année, une solution claire doit aussi être sur la table et partiellement mise en œuvre concernant la manière dont les personnes en location peuvent être incluses dans la transition !

Ne continuez pas à embellir les émissions de CO₂ du Luxembourg, comme cela s'est encore passé en 2025. Dites honnêtement : elles ne diminuent pas dans tous les domaines comme prévu et comme il le faudrait. Ni dans les bâtiments, ni dans l'industrie ! Un dialogue honnête est la base d'une action conséquente !

Et : ne misez plus seulement sur la construction neuve ! Lancez une véritable offensive de rénovation : notre artisanat en bénéficiera !

Et permettez-moi une courte digression. Nous savons tous : dans le domaine de l'énergie, nous avons perdu beaucoup de temps dans le développement des énergies renouvelables et aussi dans la

planification thermique. Nous serions aujourd'hui dans une autre situation si nous avions agi de manière conséquente. Et je ne sais pas comment vous vous sentez.

Quand je lis maintenant, en pleine crise, qu'on parle à nouveau de « petits » réacteurs nucléaires, de seconde génération, comme réponse à nos problèmes, je ne comprends pas le monde. Dans 15 ans ils seraient prêts, dit le lobby nucléaire. Mais c'est ce qu'ils disaient déjà il y a 10, 20, 30, 40 ans. Et certains politiciens y adhèrent encore. C'est tout simplement incroyable ! Nous avons besoin de solutions maintenant, et elles sont sur la table.

Le Luxembourg doit dire non au fait que des fonds de recherche soient maintenant investis au niveau de l'UE dans l'énergie nucléaire. Une Caisse d'épargne en tant que banque d'État ne peut pas non plus définir l'énergie nucléaire comme durable ! Nous attendons là une position claire !

Prendre maintenant la responsabilité politique

Le Club of Rome a défini 5 piliers permettant à la transition socio-écologique de réussir. J'en ai nommé 3 : politique énergétique et politique agricole / production alimentaire — et une autre politique financière / justice fiscale. Les 2 autres sont l'égalité des chances y compris pour les femmes et la démocratie et la codécision.

Le sociologue Andreas Reckwitz dit :

« ... À mon avis, beaucoup de personnes se croient dans une sorte de phase de transition sociale dont on ne sait pas clairement où elle mène. Peut-être que ça remontera, peut-être que ça descendra. Peut-être resterons-nous plus longtemps dans une sorte de stagnation. De cette incertitude découle une tendance à se concentrer davantage sur le moment, sur l'ici et maintenant. On ne veut et ne peut pas laisser son regard se porter aussi loin vers l'avenir. »

Juli Zeh lui répond :

« Le sentiment est plutôt que les problèmes qui existent ne sont pas suffisamment traités. » et aussi ceci : « La responsabilité est renvoyée à l'individu, et les grands leviers dont on a besoin pour être viable pour l'avenir ne sont pas actionnés. »

Ils décrivent, à mon sens, la situation excellemment. Nous faisons face à des défis colossaux, nous en sommes conscients ainsi que de nombreuses personnes.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une politique prête à enfin donner maintenant, en temps de crise, les vraies réponses — et oui, à initier une véritable transition et d'avoir le courage pour cela de remplacer des schémas dépassés par de nouveaux, rafraîchissants. De façonner positivement notre avenir.

Car c'est de cela qu'il s'agit : pas de bavardage, pas seulement de sensibiliser l'individu. Mais une responsabilité politique, une direction claire — des choix clairs.

Pendant de longues années, la croissance signifiait que les prochaines générations vivraient mieux. C'était vrai à une certaine époque. Mais maintenant nous misons sur notre imagination, et nous en avons :

Nous savons que nous vivons pour beaucoup de personnes dans nos pays dans l'aisance, que nous pouvons maintenant concentrer nos forces sur d'autres objectifs : sur la justice redistributive sociale et non la maximisation aveugle de la consommation, sur les liens sociaux, sur donner plus de qualité de vie à nos localités grâce à plus de verdure et moins de béton, le bien-être, l'autodétermination, de bonnes conditions de travail...

Je sais, nous l'avons déjà dit si souvent, mais ce sont nos valeurs fondamentales, nos convictions ! Nous n'avons pas mauvaise conscience de le répéter encore et encore. Au contraire, nous en sommes fiers ! C'est aux autres d'avoir mauvaise conscience que cela n'avance plus.

Ils auront notre soutien s'ils façonnent notre avenir de manière conséquente. Car que quelque chose doit et va changer, c'est absolument clair. La seule question est : est-ce que cela se passera « by design » — c'est-à-dire façonné consciemment et de manière autodéterminée par nous — ou « by disaster », c'est-à-dire purement à travers des catastrophes. Nous sommes pour un façonnage actif !

Et nous sommes, permettez-moi de le dire pour finir, pour un dialogue ouvert et respectueux. Factuel, clair dans les arguments — ouvert à l'écoute et au changement de perspective — dans un échange respectueux les uns avec les autres.